



# REPUBBLICA DI SAN MARINO

**DECRETO CONSILIARE 28 aprile 2023 n.70**

**Noi Capitani Reggenti  
la Serenissima Repubblica di San Marino**

*Visto il combinato disposto dell'articolo 5, comma 3, della Legge Costituzionale n.185/2005 e dell'articolo 11, comma 2, della Legge Qualificata n.186/2005;  
Vista la delibera del Consiglio Grande e Generale n.10 del 24 aprile 2023;  
Promulghiamo e mandiamo a pubblicare:*

## **ADESIONE ALLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE CONCERNENTE IL TRASPORTO DI CADAVERI**

### **Articolo Unico**

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione internazionale concernente il trasporto di cadaveri, firmata a Berlino il 10 febbraio 1937 (Allegato A), a decorrere dall'entrata in vigore della Convenzione, in conformità a quanto disposto dall'articolo 14 della Convenzione medesima.

*Dato dalla Nostra Residenza, addì 28 aprile 2023/1722 d.F.R*

**I CAPITANI REGGENTI**  
*Alessandro Scarano – Adele Tonnini*

**IL SEGRETARIO DI STATO  
PER GLI AFFARI INTERNI**  
*Elena Tonnini*

*Texte original*

## **Arrangement international concernant le transport des corps**

Conclu le 10 février 1937

---

Désireux d'éviter les inconvénients résultant des divergences dans les règlements relatifs au transport des corps, et vu l'intérêt qu'il y aurait à établir une réglementation uniforme à cet égard, les Gouvernements soussignés s'engagent à accepter l'entrée ou le passage en transit sur leurs territoires respectifs des corps de personnes décédées sur le territoire d'un des autres pays contractants, à la condition que les prescriptions suivantes soient observées:

### **A. Prescriptions générales**

#### **Art. 1**

Pour tout transport de corps, par quelque moyen et dans quelques conditions que ce soit, un laissez-passer spécial (laissez-passer mortuaire), autant que possible conforme au modèle ci-annexé et contenant, en tout cas, les nom et prénom et l'âge du décédé, le lieu, la date et la cause du décès, sera nécessaire; ledit laissez-passer sera délivré par l'autorité compétente pour le lieu de décès ou le lieu d'inhumation, s'il s'agit de restes exhumés.

Il est recommandé que le laissez-passer soit libellé, en plus de la langue du pays où il est délivré, au moins dans l'une des langues les plus usitées dans les relations internationales.

#### **Art. 2**

Il ne sera pas exigé par le pays destinataire ou par les pays de transit, outre les documents prévus par les Conventions internationales relatives aux transports en général, d'autres pièces que le laissez-passer prévu à l'article qui précède. Celui-ci ne devra être délivré par l'autorité responsable que sur présentation:

1. d'un extrait authentifié de l'acte de décès;
2. des attestations officielles établissant que le transport ne soulève aucune objection au point de vue de l'hygiène ou au point de vue médico-légal et que le corps a été mis en bière conformément aux prescriptions du présent Arrangement.

### **Art. 3**

Le corps sera placé dans un cercueil métallique, dont le fond aura été recouvert d'une couche d'environ 5 centimètres d'une matière absorbante (tourbe, sciure de bois, charbon de bois pulvérisé, etc.) additionnée d'une substance antiseptique. Si le décès est dû à une maladie contagieuse, le corps lui-même sera enveloppé dans un linceul imbibé d'une solution antiseptique.

Le cercueil métallique sera ensuite hermétiquement clos (soudé) et ajusté lui-même, de façon à ne pouvoir s'y déplacer, dans une bière en bois. Celle-ci aura une épaisseur d'au moins 3 centimètres, ses joints devront être bien étanches et sa fermeture devra être assurée par des vis distantes de 20 centimètres au plus; elle sera consolidée par des bandes métalliques.

### **Art. 4**

Entre les territoires de chacun des contractants, le transport des corps des personnes décédées des suites de la peste, du choléra, de la variole ou du typhus exanthématique n'est autorisé qu'un an au plus tôt après le décès.

## **B. Prescriptions spéciales**

### **Art. 5**

Pour le transport par chemin de fer, outre les prescriptions générales des art. 1 à 4 ci-dessous, les règles suivantes sont applicables:

- a) le cercueil sera transporté dans un wagon fermé. Un wagon ouvert pourra, toutefois, être employé si le cercueil est livré dans un fourgon funéraire fermé et reste dans ce fourgon;
- b) il appartient à chaque pays de déterminer dans quel délai le corps doit être retiré à l'arrivée. Si l'expéditeur peut établir d'une manière satisfaisante que le corps sera effectivement retiré dans ce délai, il ne sera pas nécessaire que le cercueil soit accompagné;
- c) il ne peut être transporté avec le cercueil que des objets tels que couronnes, bouquets, etc;
- d) le cercueil sera expédié par voie rapide et, autant que possible, sans transbordement.

### **Art. 6**

Pour le transport par automobile, outre les prescriptions générales des art. 1 à 4, les règles suivantes sont applicables:

- a) le cercueil sera transporté soit, de préférence, dans un fourgon funéraire spécial, soit dans un fourgon ordinaire fermé;
- b) il ne peut être transporté avec le cercueil que des objets tels que couronnes, bouquets, etc.

#### **Art. 7**

Pour le transport par voie aérienne, outre les prescriptions générales des art. 1 à 4, les règles suivantes sont applicables:

- a) le cercueil sera transporté soit dans un aéronef employé spécialement et uniquement pour ledit transport, soit dans un compartiment spécialement et uniquement réservé à cet effet dans un aéronef ordinaire;
- b) il ne peut être transporté avec le cercueil, dans le même aéronef ou dans le même compartiment, que des objets tels que couronnes, bouquets, etc.

#### **Art. 8**

Pour le transport par voie maritime, outre les prescriptions générales des art. 1 à 4, les règles suivantes sont applicables:

- a) la bière en bois renfermant le cercueil métallique, conformément aux dispositions de l'art. 3, sera elle-même incluse, de façon à ne pouvoir s'y déplacer, dans une caisse ordinaire en bois;
- b) ladite caisse, avec son contenu, recevra un emplacement tel qu'il exclue tout contact avec des produits alimentaires ou de consommation et toute gêne pour les passagers et pour l'équipage.

#### **Art. 9**

En cas de décès survenu à bord, le corps pourra être conservé dans les mêmes conditions que celles prévues à l'art. 8 qui précède. Les actes et attestations nécessaires aux termes de l'art. 2 seront établis conformément aux lois du pays dont le navire porte le pavillon et le transport s'effectuera comme s'il s'agissait d'un corps embarqué.

Si le décès s'est produit moins de 48 heures avant l'arrivée du navire au port où l'inhumation doit avoir lieu, et si le matériel nécessaire à l'application rigoureuse des dispositions prévues en a) de l'art. 8 qui précède fait défaut à bord, le corps, enveloppé dans un linceul imbibé d'une solution antiseptique, pourra être mis dans une bière en bois solide, faite de planches d'au moins 3 centimètres d'épaisseur, à joints étanches et fermée par des vis, dont le fond aura été préalablement recouvert d'une couche d'environ 5 centimètres d'une matière absorbante (tourbe, sciure de bois, charbon de bois pulvérisé, etc.) additionnée d'une substance antiseptique et qui sera placée elle-même, de façon à ne pouvoir s'y déplacer, dans une caisse en bois.

Les dispositions du présent alinéa ne seront, toutefois, pas applicables si la mort a été due à l'une des maladies visées à l'art. 4.

Le présent article ne s'applique pas aux navires effectuant des traversées n'excédant pas 24 heures et qui, s'il se produit un décès à bord, remettent le corps aux autorités compétentes dès leur arrivée au port où doit avoir lieu cette remise.

## **C. Dispositions finales**

### **Art. 10**

Les dispositions, tant générales que spéciales, du présent Arrangement marquent le maximum des conditions, tarifs exceptés, pouvant être mises à l'acceptation des corps en provenance de l'un des pays contractants. Ces pays restent libres d'accorder des facilités plus grandes, par application soit d'accords bilatéraux, soit de décisions d'espèces prises d'un commun accord.

Le présent Arrangement ne s'applique pas au transport des corps s'effectuant dans les limites des régions frontalières.

### **Art. 11**

Le présent Arrangement s'applique au transport international des corps aussitôt après décès ou après exhumation. Ses dispositions ne préjudicient en rien aux règles en vigueur dans les pays respectifs en matière d'inhumations et d'exhumations.

Le présent Arrangement ne s'applique pas au transport des cendres.

## **D. Clauses protocolaires**

### **Art. 12**

Le présent Arrangement portera la date de ce jour et pourra être signé pendant la durée de six mois à partir de cette date.

### **Art. 13**

Le présent Arrangement sera ratifié et les instruments de ratification seront remis au Gouvernement allemand aussitôt que faire se pourra.

Dès que cinq ratifications auront été déposées, le Gouvernement allemand en dressera procès-verbal. Il transmettra des copies de ce procès-verbal aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes et à l'Office international d'Hygiène publique<sup>1</sup>. Le présent Arrangement entrera en vigueur le cent vingtième jour après la date dudit procès-verbal.

Chaque dépôt ultérieur de ratifications sera constaté par un procès-verbal établi et communiqué selon la procédure indiquée ci-dessus. Le présent Arrangement entrera en vigueur à l'égard de chacune des Hautes Parties contractantes le cent vingtième jour après la date du procès-verbal constatant le dépôt de ses ratifications.

### **Art. 14**

Les Pays non signataires du présent Arrangement seront admis à y adhérer à tout moment à partir de la date du procès-verbal constatant le dépôt des cinq premières ratifications.

<sup>1</sup> Les tâches et fonctions de cet office ont été assumées par l'Organisation mondiale de la santé selon prot. du 22 juillet 1946 relatif à l'Office international d'Hygiène publique.

Chaque adhésion sera effectuée au moyen d'une notification par la voie diplomatique adressée au Gouvernement allemand. Celui-ci déposera l'acte d'adhésion dans ses archives; il informera aussitôt les Gouvernements de tous les pays participant à l'Arrangement, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, en leur faisant connaître la date du dépôt. Chaque adhésion produira effet le cent vingtième jour à partir de cette date.

### **Art. 15**

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation du présent Arrangement, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, le présent Arrangement ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Gouvernement allemand qu'elle entend rendre le présent arrangement applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, l'Arrangement s'appliquera aux territoires visés dans la notification le cent vingtième jour à partir de la date du dépôt de cette notification dans les archives du Gouvernement allemand.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment, après l'expiration de la période mentionnée à l'art. 16, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application du présent Arrangement à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, l'Arrangement cessera l'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration un an après la date du dépôt de cette déclaration dans les archives du Gouvernement allemand.

Le Gouvernement allemand informera les Gouvernements de tous les Pays participant au présent Arrangement, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, des notifications et déclarations faites par application des dispositions ci-dessus, en leur faisant connaître la date du dépôt de celles-ci dans ses archives.

### **Art. 16**

Le Gouvernement de chacun des Pays participant au présent Arrangement pourra, à tout moment, après que l'Arrangement aura été en vigueur à son égard pendant cinq ans, le dénoncer par notification écrite adressée par la voie diplomatique au Gouvernement allemand. Celui-ci déposera l'acte de dénonciation dans ses archives; il informera aussitôt les Gouvernements de tous les pays participant à l'Arrangement, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, en leur faisant connaître la date du dépôt; chaque dénonciation produira effet un an après cette date.

**Art. 17**

La signature du présent Arrangement ne pourra être accompagnée d'aucune réserve qui n'aura pas été préalablement approuvée par les Hautes Parties contractantes déjà signataires. De même, il ne sera pris acte de ratifications ni d'adhésions accompagnées de réserves qui n'auront pas été approuvées préalablement par tous les pays participant à la Convention.

*En foi de quoi*, les Plénipotentiaires respectifs, munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Arrangement.

Fait à Berlin, le 10 février 1937 en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement allemand et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique à chacune des Hautes Parties contractantes.

*(Suivent les signatures)*

## **Laissez-passer mortuaire**

Toutes les prescriptions légales relatives à la mise en cercueil ayant été observées, le corps de ..... (nom, prénom et profession du défunt; pour les enfants, profession des père et mère), décédé le ..... , à ..... , part suite de ..... (cause du décès), à l'âge de ..... ans (date précise de la naissance, si possible), doit être transporté ..... (indication du moyen de transport), de ..... (lieu de départ), par ..... (route), à ..... (lieu de destination).

Le transport de ce corps ayant été autorisé, toutes les autorités des pays sur le territoire desquels le transport doit avoir lieu sont invitées à le laisser passer librement et sans obstacle.



*Traduzione non ufficiale*

## **Convenzione internazionale concernente il trasporto dei cadaveri, firmata a Berlino il 10 febbraio 1937**

Animati dal desiderio di evitare gli inconvenienti causati dalle differenze esistenti fra i diversi regolamenti relativi al trasporto dei cadaveri e tenuto conto dell'opportunità di creare in questo campo un regolamento uniforme i Governi firmatari dichiarano di impegnarsi ad ammettere l'entrata o il passaggio in transito, sui loro rispettivi territori, dei cadaveri di persone morte sul territorio di uno degli altri paesi contraenti, a condizione, tuttavia, che siano osservate le prescrizioni seguenti:

### **A. Prescrizioni generali**

#### **Art. 1**

Per qualsiasi trasporto di cadaveri sarà necessaria, qualunque sia il mezzo di trasporto e senza riguardo alle condizioni in cui questo avviene, una carta di passo speciale (carta di passo per cadavere) per quanto possibile conforme al modello qui allegato e contenente, in ogni caso, il cognome, il nome e l'età del defunto, il luogo, la data e la causa del decesso; essa sarà rilasciata dall'autorità competente del luogo di decesso o, se si tratta di resti esumati, del luogo d'inumazione.

Si raccomanda di stendere la carta di passo, oltre che nella lingua del paese che la rilascia, almeno in una delle lingue più usate nelle relazioni internazionali.

#### **Art. 2**

Il paese destinatario o quello di transito non esigerà, oltre i documenti prescritti dalle Convenzioni internazionali relative ai trasporti in generale, altri atti all'infuori della carta di passo prevista dall'articolo che precede. L'autorità responsabile non rilascerà quest'ultima che verso presentazione:

1. di un estratto autenticato del certificato di morte;
2. di attestazioni ufficiali dalle quali risulti che il trasporto non solleva obiezione alcuna né dal punto di vista igienico né da quello medico-legale e che il cadavere è stato messo nel feretro conformemente alle prescrizioni della presente Convenzione.

#### **Art. 3**

Il cadavere sarà collocato in una cassa metallica il cui fondo sarà stato ricoperto d'uno strato di circa 5 centimetri di una materia assorbente (torba, segatura di legno, carbone di legna polverizzato, ecc.) alla quale sarà aggiunta una sostanza antisettica. Se la morte è dovuta a malattia contagiosa, il cadavere stesso sarà avvolto in un lenzuolo imbevuto d'una soluzione antisettica.

La cassa metallica sarà in seguito ermeticamente chiusa (saldata) e messa, a sua volta, in un feretro di legno nel quale dovrà rimanere immobile. Questo avrà uno spessore di almeno 3 centimetri, le sue commessure saranno ben impermeabili e la sua chiusura dovrà essere assicurata da viti distanti al massimo 20 centimetri l'una dall'altra; essa sarà rafforzata per mezzo di lamine metalliche.

#### **Art. 4**

Fra i territori di ciascuno degli Stati contraenti il trasporto dei cadaveri di persone morte in seguito alla peste, al colera, al vaiolo o al tifo esantematico non è autorizzato prima che sia trascorso un anno dal decesso.

## **B. Prescrizioni speciali**

### **Art. 5**

In caso di trasporto per ferrovia sono applicabili, oltre le prescrizioni generali degli art. da 1 a 4 che precedono, le seguenti disposizioni:

- a) Il feretro sarà trasportato in un carro chiuso. Potrà tuttavia esserne utilizzato uno aperto quando il feretro sia consegnato in un carro funebre chiuso e resti in quest'ultimo.
- b) Spetta a ciascun paese di fissare il termine entro il quale il cadavere deve essere ritirato al suo arrivo. Se lo speditore è in grado di provare in modo soddisfacente che il cadavere sarà effettivamente ritirato entro quel termine, non sarà necessario che il feretro sia accompagnato.
- c) Insieme con il feretro non potranno essere trasportati altri oggetti all'infuori delle corone, dei mazzi di fiori, ecc.
- d) Il feretro sarà spedito per la via più rapida e, per quanto possibile, senza trasbordo.

### **Art. 6**

In caso di trasporto per mezzo di automobile sono applicabili, oltre le prescrizioni generali degli art. da 1 a 4, le seguenti disposizioni:

- a) Il feretro sarà preferibilmente trasportato in un carro funebre speciale oppure in un carro ordinario chiuso.
- b) Insieme con il feretro non potranno essere trasportati altri oggetti all'infuori delle corone, dei mazzi di fiori, ecc.

### **Art. 7**

In caso di trasporto per via aerea sono applicabili, oltre le prescrizioni generali degli art. da 1 a 4, le seguenti disposizioni:

- a) Il feretro sarà trasportato sia in un'aeronave usata specialmente e unicamente per detto trasporto, sia in uno scompartimento specialmente e unicamente riservato a questo scopo in un'aeronave ordinaria.
- b) Insieme con il feretro non potranno essere trasportati, nella medesima aeronave o nel medesimo scompartimento, altri oggetti all'infuori delle corone, dei mazzi di fiori, ecc.

### **Art. 8**

In caso di trasporto per via marittima sono applicabili, oltre le prescrizioni generali degli art. da 1 a 4, le seguenti disposizioni:

- a) Il feretro di legno che contiene, conformemente alle disposizioni dell'art. 3, la cassa metallica, sarà a sua volta collocato in una cassa ordinaria di legno nella quale dovrà rimanere immobile.
- b) La detta cassa con il suo contenuto va collocata in un punto tale da escludere qualsiasi contatto con prodotti alimentari o del consumo e da non essere di impedimento né ai passeggeri né all'equipaggio.

### **Art. 9**

In caso di decesso a bordo, il cadavere potrà essere conservato nelle condizioni dell'art. 8 che precede. Gli atti e le attestazioni necessarie ai sensi dell'art. 2 saranno stesi conformemente alle leggi del paese di cui la nave batte bandiera; il trasporto sarà eseguito come se si trattasse di un cadavere imbarcato.

Se il decesso è avvenuto meno di 48 ore prima dell'arrivo della nave nel porto in cui deve aver luogo l'inumazione e se a bordo manca il materiale necessario per l'applicazione rigorosa delle disposizioni previste all'art. 8, lett. a, che precede, il cadavere, avvolto in un lenzuolo imbevuto d'una soluzione antisettica, potrà essere collocato in una solida cassa di legno fatta con assi dello spessore di almeno 3 centimetri; essa avrà le commessure impermeabili e sarà chiusa per mezzo di viti. Quanto al fondo, esso sarà prima stato ricoperto d'uno strato di circa 5 centimetri di una materia assorbente (torba, segatura di legno, carbone di legna polverizzato, ecc.) alla quale sarà aggiunta una sostanza antisettica. La detta cassa sarà a sua volta collocata in una cassa di legno nella quale dovrà rimanere immobile. Le disposizioni del presente capoverso non saranno tuttavia applicabili se la morte è causata da una delle malattie menzionate nell'art. 4.

Il presente articolo non è applicabile alle navi che eseguiscono traversate che non durano più di 24 ore e che, quando vi sia un decesso a bordo, consegnano il cadavere alle autorità competenti non appena giunte nel porto in cui deve aver luogo la detta consegna.

## **C. Disposizioni finali**

### **Art. 10**

Le disposizioni, sia generali che speciali, della presente Convenzione rappresentano il massimo delle condizioni, eccettuate le tariffe, che possono essere poste all'accettazione dei cadaveri provenienti da uno dei paesi contraenti. Questi restano liberi di accordare facilitazioni maggiori applicando tanto accordi bilaterali, quanto singole decisioni prese di comune accordo.

La presente Convenzione non è applicabile al trasporto dei cadaveri eseguiti entro i limiti delle regioni di frontiera.

### **Art. 11**

La presente Convenzione è applicabile al trasporto internazionale dei cadaveri subito dopo il decesso o l'esumazione. Le sue disposizioni non ledono in nessun modo le norme in vigore nei rispettivi paesi in materia d'inumazioni e d'esumazioni.

La presente Convenzione non è applicabile al trasporto delle ceneri.

## **D. Clausole protocollari**

### **Art. 12**

La presente Convenzione porterà la data d'oggi e potrà essere firmata entro sei mesi a contare da questa data.

### **Art. 13**

La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratificazione saranno consegnati al Governo germanico il più presto possibile.

Non appena saranno state depositate cinque ratificazioni, il Governo germanico stenderà processo verbale. Esso trasmetterà copie del detto processo verbale ai Governi delle alte Parti contraenti e all'Ufficio internazionale d'Igiene pubblica<sup>1</sup>. La presente Convenzione entrerà in vigore il centoventesimo giorno dopo la data del detto processo verbale.

<sup>1</sup> I compiti e le funzioni di questo Ufficio sono stati assunti dall'Organizzazione mondiale della sanità, in virtù del Prot. 22 lug. 1946 concernente l'Ufficio internazionale dell'Igiene pubblica.

Di ogni ulteriore deposito di ratificazioni sarà preso atto con un processo verbale steso e comunicato secondo la procedura indicata sopra. La presente Convenzione entrerà in vigore per ciascuna delle alte Parti contraenti il centovesimo giorno dopo la data del processo verbale che constata l'avvenuto deposito delle sue ratificazioni.

#### **Art. 14**

I paesi non firmatari della presente Convenzione saranno ammessi ad aderirvi in qualsiasi momento a contare dalla data del processo verbale che constata l'avvenuto deposito delle cinque prime ratificazioni.

Ogni adesione avrà luogo per mezzo d'una notificazione fatta in via diplomatica e diretta al Governo germanico. Questo depositerà l'atto d'adesione nei suoi archivi, informando immediatamente i Governi di tutti i paesi che partecipano alla Convenzione, nonché l'Ufficio internazionale d'Igiene pubblica, e comunicando loro la data del deposito. Ciascuna adesione avrà effetto il centovesimo giorno dopo questa data.

#### **Art. 15**

Ciascuna delle alte Parti contraenti può dichiarare, al momento della firma, della ratificazione o dell'adesione, che, con l'accettazione della presente Convenzione, essa non intende assumere obbligo alcuno per quel che concerne l'insieme o una qualsiasi delle sue colonie, protettorati, territori d'oltremare o territori posti sotto la sua sovranità o il suo mandato; in questo caso, la presente Convenzione non sarà applicabile ai territori oggetto di una siffatta dichiarazione.

Ciascuna delle alte Parti contraenti potrà ulteriormente notificare al Governo germanico ch'essa intende far applicare la presente Convenzione all'insieme o a una qualsiasi parte dei suoi territori che siano stati oggetto della dichiarazione prevista nel capoverso precedente. In questo caso, la Convenzione sarà applicabile ai territori designati nella notificazione il centovesimo giorno a decorrere dalla data del deposito della notificazione negli archivi del Governo germanico.

Parimente, ciascuna delle alte Parti contraenti può, una volta spirato il periodo menzionato nell'art. 16, dichiarare in qualsiasi momento ch'essa intende veder cessare l'applicazione della presente Convenzione all'insieme o a una qualsiasi parte delle sue colonie, protettorati, territori d'oltremare o territori posti sotto la sua sovranità o il suo mandato; in questo caso, la Convenzione cesserà di essere applicabile ai territori oggetto di una siffatta dichiarazione un anno dopo la data del deposito della dichiarazione negli archivi del Governo germanico.

Il Governo germanico comunicherà ai Governi di tutti i paesi che partecipano alla presente Convenzione, come pure all'Ufficio internazionale d'Igiene pubblica, le notificazioni e dichiarazioni fatte in applicazione delle disposizioni che precedono, informandoli della data del deposito delle stesse nei suoi archivi.

#### **Art. 16**

Il Governo di ciascuno dei paesi che partecipa alla presente Convenzione potrà in qualsiasi momento, dopo che la Convenzione sarà stata in vigore per esso cinque anni, denunciarla con una notificazione scritta diretta per via diplomatica al Governo germanico. Quest'ultimo depositerà l'atto di denuncia nei suoi archivi ed informerà immediatamente i Governi di tutti i paesi che partecipano alla Convenzione, come pure l'Ufficio internazionale d'Igiene pubblica, comunicando loro la data del deposito; ogni denuncia avrà effetto un anno dopo questa data.

#### **Art. 17**

La firma della presente Convenzione non potrà essere accompagnata da riserve che non siano in precedenza state approvate dalle alte Parti contraenti già firmatarie. Non sarà parimente preso atto

di ratificazioni o adesioni accompagnate da riserve che non siano in precedenza state approvate da tutti i paesi che partecipano alla Convenzione.

In fede di che, i rispettivi plenipotenziari, muniti di pieni poteri riconosciuti in buona e debita forma, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Berlino, il 10 febbraio 1937, in un solo esemplare che resterà depositato negli archivi del Governo germanico e le cui copie, certificate conformi, saranno consegnate per via diplomatica a ciascuna delle alte Parti contraenti.

*(Seguono le firme)*

*Allegato*

## **Carta di passo per cadavere**

Visto che tutte le prescrizioni legali relative al collocamento nella cassa sono state osservate, il cadavere di .....

(cognome, nome e professione del defunto; per i bambini, professione del padre e della madre), decesso il ..... a .....

in seguito a ..... (causa del decesso), all'età di ..... anni (data precisa della nascita, se possibile), deve essere trasportato

..... (indicazione del mezzo di trasporto), da

..... (luogo di partenza), via .....

..... (percorso), a ..... (luogo di destinazione).

Siccome il trasporto di questo cadavere è stato autorizzato, tutte le autorità dei paesi sul cui territorio deve aver luogo il trasporto sono invitate a lasciarlo passare liberamente e senza ostacoli.